

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société MERSEN FRANCE AMIENS à Amiens

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment le 1^{er} alinéa du A de l'article 66 « Installations Électriques » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié délivré le 13 juillet 2001 à la société SA LE CARBONE LORRAINE pour l'exploitation de ses installations sises 10 avenue Roger Dumoulin à Amiens ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2011 délivré à la société MERSEN FRANCE AMIENS, relatif à l'actualisation des activités du site, réglementant les rejets (aqueux et atmosphériques) et la gestion des déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2024 délivré la société MERSEN FRANCE AMIENS, relatif à la rubrique IED principale 3680, les meilleures techniques disponibles (BREF NFM – Non-Ferrous Metals Industrie) et la mise à jour des activités du site ;
- Vu** le donner acte du 16 septembre 2010 de changement de dénomination sociale de la société SA CARBONE LORRAINE en société MERSEN FRANCE AMIENS ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 31 mai 2024, transmis à l'exploitant par courriel du 21 août 2024 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 12 septembre 2024, reçu le 16 septembre suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 31 mai 2024 et à la suite de la visite d'inspection réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

L'exploitant a fourni les Q18 (vérification des installations électriques) réalisés par l'APAVE pour l'ensemble du site pour l'année 2023 :

- pour l'atelier APC, la conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- pour le bâtiment BAKELITE, la conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- pour le bâtiment FABRICATION FOURS R5-R6, la conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- pour le bâtiment GRAPHITATION, la conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- pour le bâtiment PFB, la conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature, et la protection de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MERSEN FRANCE AMIENS de respecter les dispositions du 1er alinéa du A de l'article 66 « Installations Électriques » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société MERSEN FRANCE AMIENS sise au 10 Avenue Roger Dumoulin à Amiens (80000) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du 1er alinéa du A de l'article 66 « Installations Électriques » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui prévoit notamment que : « A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]»

ARTICLE 3. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MERSEN FRANCE AMIENS.

AMIENS, le 21 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD